

DECHETS NUCLEAIRES

# Pour l'Andra, Cigéo ne sera pas un chantier «low cost»

L'agence a été auditionnée hier matin par les députés. Elle attend la descente du premier colis de déchets nucléaires en 2030 à Bure.

**L'**exigence de sûreté n'est pas négociable», a assuré hier matin Christophe Bouillon, président du conseil d'administration de l'Andra, lors de son audition par la Commission du développement durable de l'Assemblée nationale.

«Ce ne sera pas une question de low cost», a ajouté son directeur-général Pierre-Marie Abadie, répondant au député écologiste Denis Baupin qui se demandait où l'Andra allait «rogner» pour se conformer au budget de 25 milliards d'euros fixé par

l'Etat. Très attendu, ce rendez-vous, portait sur le principe de réversibilité du stockage de déchets nucléaires (c'est-à-dire la possibilité pour les générations futures de revenir sur les décisions passées, et notamment de récupérer les colis).

#### Coût «sur 150 ans»

Cette audition a été l'occasion pour l'Andra de préciser que le nouveau calendrier, «ambitieux mais réaliste», prévoit un dépôt de demande d'autorisation de construction du centre «mi 2018», plutôt qu'en 2017, la réception des travaux de creusement en 2025, et la descente

du premier colis de déchets en 2030.

Si, a ajouté le directeur-général, l'Andra avait estimé le coût du projet à 33 milliards d'euros, c'est qu'il porte sur 150 ans, et qu'il prend en compte «la construction, l'exploitation, la fermeture et la surveillance» du site. La vitesse de creusement, par exemple, pourrait entraîner une réduction sensible du coût, a indiqué Pierre-Marie Abadie.

Député PS, le président de l'agence, Christophe Bouillon, a par ailleurs rappelé, face aux

interrogations «légitimes», que «le projet de stockage géologique profond a été décidé en 2005 par la représentation nationale, cœur battant de la République», et que toutes les options de gestion des déchets nucléaires ont été étudiées depuis la loi Bataille voici un quart de siècle. Point que réfutent les associations opposées à l'enfouissement, estimant que toutes les solutions n'ont pas été explorées.

L. F.

L'audition est à voir sur le site Internet de l'Assemblée nationale.